

Ministère de la Culture
CGT FSU SUD

Les dernières annonces du gouvernement mettent le ministère de la culture et ses établissements en grand danger !

Le 30 juin dernier, François Baroin, Ministre du Budget, a présenté au Conseil des ministres 150 nouvelles mesures dans le cadre de la poursuite de la RGPP

Le gouvernement Fillon entend ainsi supprimer 100 000 postes de fonctionnaires supplémentaires sur l'exercice 2011-2013 et imposer à l'ensemble des ministères et des opérateurs de l'État, sur la même période, 10% de réduction sur les budgets de fonctionnement. A cela s'ajoutent 10% de réduction sur les crédits d'intervention, lesquels dans la sphère Culture concernent plus particulièrement la création et le spectacle vivant et enregistré.

Ces coupes budgétaires sont assorties d'une injonction de réduction de 1,5% de la masse salariale chaque année. Au total, ce cocktail explosif vise sans distinction les administrations centrales, déjà très affaiblies par la RGPP 1, et les opérateurs publics.

Le ministère de la culture, gangréné par le sous-effectif et la précarité, et qui a déjà perdu plus de 1000 emplois depuis 2007, ne peut tout simplement pas supporter un tel plan de rigueur. Ses services et établissements publics sont d'ores et déjà au bord de l'asphyxie financière. Ils ont déjà atteint la cote d'alerte quant à l'exercice de leurs missions fondamentales et aux conditions d'accueil des publics.

Il ne fait de surcroît aucun doute que l'assèchement des recrutements va aggraver la situation des précaires, ne leur laisser aucun horizon d'intégration, et les maintenir dans une grande misère sociale.

Faut-il encore rappeler que le réseau fragile des institutions et des associations engagées dans la création, la diffusion, le spectacle vivant, l'éducation artistique, l'action culturelle et l'éducation populaire est lui aussi à deux doigts de l'implosion.

L'Elysée et Matignon restent sourds aux revendications et aux luttes de plus en plus populaires des personnels du ministère et des acteurs de la culture et s'enferment dans leur logique insensée de destruction du service public culturel.

Dans les "pages culture" de la RGPP 2 présentée par François Baroin mercredi dernier, il est en outre expressément question d'externaliser, pour commencer, les missions d'accueil et de surveillance, soit aujourd'hui encore environ 3500 emplois. Le gouvernement suit là sans sourciller les recommandations du rapport Miquel. Ce "fameux" rapport commandité par François Fillon en personne, dont l'objectif affirmé est de casser de l'emploi tous azimuts, et dont on nous avait dit, souvenons-nous, qu'il n'engageait que son auteur et qu'il n'avait que très peu de chances d'être mis à exécution (Cf. Propos tenus par Pierre Hanotaux, Directeur de cabinet de Frédéric Mitterrand et Philippe Bélaval, Directeur général des Patrimoines devant le CTPM le 4 juin dernier).

Et Frédéric Mitterrand dans tout ça

C'est dans ce contexte de catastrophe annoncée que le Ministre a reçu nos organisations syndicales le 2 juillet. Comme il l'avait fait la veille devant la Commission Culture du Sénat, Frédéric Mitterrand a affirmé qu'il se battait comme un lion pour défendre son budget et le ministère. 3 jours après que le conseil d'administration de Fontainebleau a entériné, contre toute attente, l'externalisation d'une grande partie des missions d'accueil et de surveillance du Château, le Ministre s'est défendu de vouloir privatiser cette filière.

Alors que le gouvernement s'enfonce un peu plus chaque jour dans des pratiques arbitraires, expéditives et brutales, nous sommes légitimement en droit de douter de la capacité de Frédéric Mitterrand à colmater les brèches et à sauver le navire culture du naufrage.

Et nous ne sommes pas les seuls à tirer le signal d'alarme puisque le journal *le Monde*, dans son édition du samedi 3 juillet, relate que les présidents du Louvre, de Pompidou et d'Orsay (H.Loyrette, A.Seban et G.Cogeval) viennent d'adresser une lettre commune au Ministre où ils s'inquiètent de décisions budgétaires intenables pour leurs établissements. Même si on a forcément envie de rappeler à ces messieurs le temps pas si lointain où ils prônaient à tout va l'autonomie voire la quasi indépendance des établissements publics, leur intervention atteste que l'heure est grave et que nous approchons du seuil de rupture.

Monsieur Mitterrand ne sera donc pas surpris de cette invite à l'ensemble des agents qui est aussi un engagement formel de nos organisations syndicales : **Plus que jamais résistons et préparons une rentrée de combat contre le démantèlement du ministère de la culture !!!**

Paris, le 6 juillet 2010